



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général aux
Affaires Départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 52-2025-01-00068 DU 20 JAN. 2025

**Portant prescriptions complémentaires pour le site anciennement exploité par
la société FRANZ KAMINSKY FRANCE, représentée par son liquidateur,
sur le territoire de la commune de JOINVILLE**

**La Préfète de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2865 du 03 novembre 2009 autorisant la société SWFT à exploiter une installation de nettoyage, d'entretien et de réparation de matériel ferroviaire sur le territoire de la commune de JOINVILLE ;

VU le récépissé de changement d'exploitant du 29 janvier 2016 au bénéfice de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE ;

VU le courrier du 15 mars 2023 de Maître DECHRISTE, liquidateur judiciaire, informant de la cessation d'activité de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE par le jugement du Tribunal de Commerce de Chaumont du 06 mars 2023 ;

VU la campagne exploratoire sur les polluants dits émergents présents dans l'eau potable menée par l'ANSES entre 2020 et 2022 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL établis le 23 octobre 2024 comme suite à la visite le 02 octobre 2024 du site anciennement exploité par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE à JOINVILLE ;

VU les observations formulées le 12 novembre 2024 au cours de la procédure contradictoire par le liquidateur de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE sur le projet d'arrêté préfectoral ;

Considérant que le dossier de la liquidation de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE a été repris par la société Berthelot et Associés ;

Considérant que les résultats de la campagne exploratoire sur les polluants dits émergents dans l'eau potable menée par l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire, de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) ont permis de constater la présence de 1.4 dioxane dans les analyses d'un captage de la commune de VECQUEVILLE ;

Considérant que cette molécule est notamment présente dans les vernis, peintures et détergents utilisés dans les process industriels ;

Considérant que ces types de produits ont pu être utilisés par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE sur son site de JOINVILLE ou être présents sur ce site ;

Considérant que l'article L. 512-20 du code de l'environnement dispose :

« En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » ;

Considérant qu'il convient rapidement de définir si la source de pollution au 1.4 dioxane est un produit qui a été utilisé par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE ou qui a pu être présent sur son site implanté sur la commune de JOINVILLE ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : Domaine d'application

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement anciennement exploitées sur le territoire de la commune de JOINVILLE par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par la société Berthelot et Associés, son liquidateur judiciaire.

Article 2 : Recherche du 1.4 dioxane dans les rejets

Lors de la prochaine campagne d'analyse qui sera réalisée à partir des piézomètres implantés sur le site, le liquidateur de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE fera rechercher la molécule de 1.4 dioxane en sus des paramètres habituellement analysés. **Les résultats des analyses de la prochaine campagne seront transmis à l'inspection des installations classées dès leur réception.**

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès de la cour administrative d'appel de Nancy par courrier au 6, Rue du Haut Bourgeois - CS 50015 - 54035 NANCY Cedex ou par le biais de l'application Télerecours citoyens (www.telerecours.fr) :

1° - Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée,

2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter du dernier terme prévu à l'article «publicité» ci-dessous.

Il peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

Article 4 : Notification et publication

Cet arrêté sera affiché à la mairie de JOINVILLE pendant une durée minimum d'un mois et pourra y être consulté.


Il sera publié sur le site internet de la Préfecture de la Haute-Marne pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne, le Sous-Préfet de SAINT-DIZIER et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société Berthelot et Associés au titre de liquidateur judiciaire de la société FRANZ KAMINSKI FRANCE et dont une copie sera transmise au maire de JOINVILLE.

CHAUMONT, le 20 JAN. 2025

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture



Guillaume THIRARD

